



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[38 412 000]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	90 803 336 511 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	53 527 056 744 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[12 960]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[4.3]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : National Bank of Poland, Statistics Poland

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	1 607 275 000 [] NA [] NAP	1 567 592 000 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	1 145 217 000 [] NA [] NAP	1 110 525 000 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	52 215 000 [] NA [] NAP	79 156 000 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	177 240 000 [] NA [] NAP	133 710 000 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	113 478 000 [] NA [] NAP	110 876 000 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	42 006 000 [] NA [] NAP	19 766 000 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	5 544 000 [] NA [] NAP	4 198 000 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	71 575 000 [] NA [] NAP	109 361 000 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Implemented budget allocated to computerisation was higher due to numerous projects and investments made in IT. Expenditures concerned mainly modernisation of national register systems and equipment for courts.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : The fee of PLN 300 is paid by the party initiating the case with the guilt of private prosecution (of the prosecuted cases in the Penal Code) and the subsidiary subsidy (all prosecutions for public prosecution, in cases when, after fulfilling the criminal proceedings specified in the Code of Criminal Procedure) premises, the prosecutor did not decide to accuse); the fee is paid by the aggrieved party.

In civil proceedings, numerous exceptions are regulated in Title IV of the Act of 28 July 2005 on court costs in civil matters regarding exemptions from court costs. A party may be exempted from court costs if he or she makes a declaration from which it appears that it is unable to bear them without compromising the maintenance necessary for himself and his family.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- According to the Act of 28 July 2005 on court costs in civil cases, there are three types of court fees: a relative fee, a fixed fee and a basic fee. The relative fee applies to property rights cases and amounts to 5% of the value of the subject of the dispute, however not less than PLN 30 and not more than PLN 100,000. On the other hand, fixed fees are, in principle, applicable to non-proprietary rights and certain property law issues specified in the Act. The fixed fee is the same regardless of the value of the subject of the dispute or the value of the subject of the appeal, but it can not be lower than PLN 30 and higher than PLN 5,000. The basic fee, which is PLN 30, is collected in cases in which the provisions do not provide for a fixed, relative or temporary fee. Other court fees in civil proceedings are so-called office fees related to court technical activities, such as issuing excerpts, extracts, statements, (PLN 6 for each page of the issued document issued) and copies of documents (PLN 1 for each page of the issued document) .

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[150]

[] NA

[] NAP

Commentaires The fee for the claim in which the value of the dispute is EUR 3,000 will be about PLN 645 (150€), and in the simplified proceedings, the fee for such a claim is PLN 300 (70€).

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[426 883 000]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	28 848 000 [] NA [] NAP	15 906 000 [] NA [] NAP	12 942 000 [] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	27 928 000 [] NA [] NAP	14 063 000 [] NA [] NAP	13 865 000 [] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	566 825 248 [] NA [] NAP	563 400 019 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	684 790 [] NA [] NAP	683 618 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national

Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Autre ministère	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Parlement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Cour Suprême	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Président du tribunal	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Directeur administratif du tribunal	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Greffier en chef	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Director of the court, is responsible for the court budget. It is not administrative director.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Ministry of Justice, Public Prosecutor Office

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	2 893 643 000 [] NA [] NAP	2 884 275 000 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	()	(X)	()
Cour constitutionnelle	()	(X)	()
Service de gestion du système judiciaire	()	(X)	()
Service de l'avocat d'Etat	(X)	()	()
Service de l'exécution	(X)	()	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()

Protection judiciaire de la jeunesse	(X)	()	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	(X)	()	()
Autres	(X)	()	()

Si « autres », veuillez préciser : Expenditure on payments of compensations from National Budget.

Expenditure related to the functioning of research institutes of the Ministry of Justice and National School of Judiciary and Public Prosecution.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Justice

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- The organization of the legal aid system in Poland before the commencement of legal proceedings is regulated by the Act of 5 August 2015 on Free Legal Aid, Free Counseling for Citizens and Legal Education defines the principles of providing free legal assistance, free civic counseling and the principles of implementation of education tasks legal. According to this Act, free legal assistance includes informing a natural person, hereinafter referred to as an "eligible person", about the applicable legal status and his or her respective responsibilities or obligations, including in connection with pending preparatory, administrative, court or court-

administrative proceedings or indication authorized person to solve his / her legal problem, or prepare a draft letter in matters referred to in points 1 and 2, excluding procedural documents in pending preparatory or court proceedings and letters in pending court-administrative proceedings, or free mediation, or preparation of a draft letters on exemption from court costs or the appointment of an attorney ex officio in court proceedings or the appointment of a lawyer, legal advisor, tax advisor or patent agent in court-administrative proceedings and information on costs of proceedings and financial risks associated with referring a case to court. Unpaid legal aid is available to an authorized person who is unable to pay the cost of legal assistance. During legal proceedings, legal aid may consist in exemption from court costs in whole or in part and in the establishment of a legal counsel or attorney - an attorney or legal advisor from office. Anyone who is unable to incur legal costs or the costs of defense or remuneration of a lawyer or legal adviser without prejudice to the maintenance necessary for himself and his family is entitled to exemption from such costs or the establishment of a lawyer or attorney. The application must be substantiated and substantiated by appropriate documents.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

- Oui
- Non
- NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- Oui
- Non
- NAP

Si oui, veuillez préciser : The exemption from court costs granted to the party by the court in the exploratory proceeding or from which the party uses the power of the act extends also to enforcement proceedings (Article 771 of the Code of Civil Procedure). In addition, applications: for exemption from court costs and for the appointment of an attorney - an attorney or legal counsel ex officio may also be submitted during enforcement proceedings.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The accused, who does not have a defender of his choice, may demand that he be appointed as a public defender, if he shows in a proper manner that he is unable to bear the costs of defense without detriment to the necessary maintenance of himself and his family. The basis for refusal to appoint a legal counsel from the office can not be the accused's use of free legal assistance or free civic counseling, referred to in the Act of 5 August 2015 on Free Legal Aid, Free Counseling for Citizens and Legal Education. This provision applies accordingly if the accused requests to appoint a legal counsel to perform a specific procedural act. The court may withdraw the appointment of the defense counsel if it turns out that there are no circumstances on the basis of which it was designated. The order to withdraw the designation of a lawyer may be appealed against to another equivalent composition of this court (Article 78 of the Code of Criminal Procedure). A party other than the accused may in this procedure apply for the appointment of a legal representative (Article 88 of the Code of Criminal Procedure).

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non [] NAP
Victimes	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The main criterion is the inability to bear the costs of defense without prejudice to the necessary maintenance of the incumbent and his family.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : In civil proceedings, the court refuses to release the court costs of the party in the event of obvious unfounded claim or defense of rights (Article 109 § 2 of the Act on court costs in civil cases).

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Ministry of Justice

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) http://isap.sejm.gov.pl/
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) https://orzeczenia.ms.gov.pl/
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) https://www.e-sad.gov.pl/

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : www.e-sad.gov.pl - The Court, known as the electronic court (the e-court), considers cases under electronic writ of payment proceedings (electronic order for payment proceedings) introduced to The Civil Procedure Code in the Act of 9th January 2009 on the Amendment to the Civil Procedure Code and other Acts. The jurisdiction of the e-court covers the whole territory of Poland regardless of the defendant's domicile or seat. It is competent to examine civil pecuniary claims. The cases are considered under electronic writ of payment proceedings irrespective of the total amount of the dispute, which means that some of them would otherwise fall within the competence of District Courts. The Court lacks competence over non-pecuniary claims and family law claims. It needs to be stressed that bringing a case before the e-court is just an alternative to the traditional proceedings.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

(X) Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les

victimes d'infractions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : This is provided by the institution of free legal aid, procedural bodies that are obliged to provide appropriate remedies and many social organizations that deal with the victim's help.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : As a rule, in the situations described above, the victims are interviewed only once, in special conditions, without the participation of the suspect.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :

Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

d'un dispositif avec des fonds publics

des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires The Victims and Post-release Assistance Fund, referred to here as the Justice Fund, is a special purpose fund aimed at helping victims and witnesses, preventing crime and post-release assistance. The Minister of Justice acts as the administrator of the Justice Fund.

The Justice Fund was established pursuant to Art. 43 of the Executive Penal Code Act of 6 June 1997 (OJ 2018, item 652, as amended). Detailed rules for granting aid and subsidies under the Fund were set out in the Regulation of the Minister of Justice of 13 September 2017 on the Victims and Post-release Assistance Fund - the Justice Fund (OJ 2017, item 1760). The regulation defines the rules and modes for granting subsidies to public sector bodies, as well non-governmental organisations. The Fund's resources are allocated for: assisting victims of crime and their relatives and partners, especially providing medical and psychological help, rehabilitation, legal and material aid, post-release assistance to those released from prisons and remand centres as well as their relatives and partners, provided by professional probation officers and the Prison Service.

The Fund's revenues among others are benefits from cash benefits and fines pronounced by courts.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The prosecutor is a party and assisting authority related to the proceedings conducted pursuant to the Act of 7th July 2005 on state compensation for victims of certain crimes (published in the Journal of Laws 2016, item 325). The prosecutor is also an authority entitled to perform European Protection Order pursuant to the Chapter 66k of the Polish Code of Criminal Procedure, as well as an authority (next to the court) entitled to submit request regarding performance of the European Protection Order, pursuant to the Chapter 66j of the Polish Code of Criminal Procedure.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : The decision on refusal to initiate an investigation may be appealed to the aggrieved party. The decision to discontinue the investigation may be appealed to the parties (including the aggrieved party) -art. 306 of the Code of Criminal Procedure. Complaint about the decision to discontinue the investigation and enter the case in the crime register is filed with the prosecutor competent to supervise the investigation. If the prosecutor does not comply with the complaint, he / she will refer them to the court (Article 325e § 4 of the Code of Criminal Procedure).

However the prosecutor has the right to conclude proceedings without court's decision, if - after annulment of the first court's decision closing proceedings as a result of court's acceptance of victim's complaint - they once again conclude the same proceedings with the same decision. Then, the victim has no right to submit a complaint related to the aforementioned subsequent decision, but still they can submit subsidiary indictment.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
--	----------------------	----------------------

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	363 [] NA [] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	25 [] NA [] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	401 [] NA [] NAP

Commentaires .

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère

instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	25 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser :

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	318 [] NA [] NAP
le licenciement	129 [] NA [] NAP
le vol avec violence	318 [] NA [] NAP
faillite	12 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[4 651]

Commentaires In polish legal system exists two ways of solving cases which concern debt collection for small claims. The first on basis REGULATION (EC) No 861/2007 OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL of 11 July 2007 establishing a European Small Claims Procedure. Mentioned regulation shall be applied, in cross-border cases, to civil and commercial matters, whatever the nature of the court or tribunal, where the value of a claim does not exceed EUR 5000. The Second way, implemented by Code of Civil Procedure specifies value of a small claim on twenty thousand zlotys (4651 EUR). This value raised in 2017 from 2380 Euro.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Ministry of Justice

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun

et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	9 776 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	9 240 [] NA [] NAP	3 411 [] NA [] NAP	5 829 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	426 [] NA [] NAP	196 [] NA [] NAP	230 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	110 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	375 [] NA [] NAP	203 [] NA [] NAP	172 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	363 [] NA [] NAP	195 [] NA [] NAP	168 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	11 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires Proceedings before Polish courts take place in two instances. Common courts are divided into:

- regional courts • district courts • appeal courts In Poland there are the following types of common courts of law: • Regional courts - they are courts of the first instance and they handle most cases, except cases reserved for other courts; their jurisdiction usually covers an area of several Communes.
- District courts - they function as both first and second instance courts, handling serious cases and appeals; their jurisdiction covers an area of several district courts. The decision whether a case should be handled by a district or a regional court of first instance depends on the type of the case.
- Appeal (Appellate) courts - they are the second instance courts and their jurisdiction covers a territory of at least two regional courts.

Common courts:

The number of presidents of regional courts : 316 (156 women, 160 men)

The number of presidents of district courts: 45 (9 women, 36 men)

The number of presidents of the appeal courts: 8 (2 woman, 6 men)

Military courts:

The presidents of district military courts: 2 (2 men)

The presidents of garrison courts: 7 (1 woman, 6 men).

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	12 977 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
affaires pénales (infractions mineures)	()	(X)	()
affaires familiales	()	()	(X)
affaires de droit du travail	()	()	(X)
affaires de droit social	()	(X)	()

affaires commerciales	()	(X)	()
affaires de faillite	()	(X)	()
autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] affaires pénales

[] affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	40 662 [] NA [] NAP	6 424 [] NA [] NAP	34 238 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	2 201 [] NA [] NAP	651 [] NA [] NAP	1 550 [] NA [] NAP

2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	22 398 [] NA [] NAP	1 866 [] NA [] NAP	20 532 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	7 663 [] NA [] NAP	1 825 [] NA [] NAP	5 838 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	2 739 [] NA [] NAP	891 [] NA [] NAP	1 848 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	5 661 [] NA [] NAP	1 191 [] NA [] NAP	4 470 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : Other non-judge staff:

- professional probation officers

- employed in Consultative Team of Judicial Specialists

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	40 662 [] NA [] NAP	6 424 [] NA [] NAP	34 338 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	38 682 [] NA [] NAP	5 941 [] NA [] NAP	32 741 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	1 709 [] NA [] NAP	392 [] NA [] NAP	1 317 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	271 [] NA [] NAP	91 [] NA [] NAP	180 [] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

pour l'aide judiciaire

en matière familiale

pour les ordres de paiement

pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)

exécution des affaires civiles

exécution des affaires pénales

autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)

pour les affaires non contentieuses

NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : In the courts for exercising activities specified by law in courts for legal protection other than the judicial system, court referendaries and senior court referendaries are employed (Article 147§1 of the Law of the Referee appoints and terminates the employment relationship with the president of the court of appeal (art. 150§3 of the Act of 27 July 2001. The law on the system of common courts.) In the scope of duties, the legal secretary is independent as to the content of issued decisions and orders specified in statutes

(Article 151§1 of the Act of 27 July 2001 Law For the breach of his duties, including the obvious and blatant offense of the law and the failure of the position, the legal secretary bears disciplinary liability (Article 152§1 of the Act of 27 July 2001 on the Law on the System of Common Courts).

In civil proceedings, a court clerk may perform acts in civil proceedings in cases specified in the Act. As far as the activities entrusted to him are concerned, the court clerk has the jurisdiction of the court, unless the Act provides otherwise (Article 471 of the Code of Civil Procedure).

The tasks of court referendaries in the criminal department in criminal proceedings are regulated in general in art. 93a of the Code of Criminal Procedure. This provision in § 1 stipulates that in cases specified in the Act, a court clerk may issue orders or orders, and in accordance with § 2 of the order which the court issues in accordance with the law, may also issue a judicial clerk.

Court referendary performs among others following activities:

- adjudication about establishment or refuse to appoint a lawyer in legal aid cases;
- issuing payment orders in writ of proceedings;
- taking activities in proceedings pertaining to district courts conducting court registers, excluding the conducting of the hearings;
- issuing resolutions on the enforceability of a European order for payment;
- taking activities reserved to judge in scope of conducting land registers; - taking activities in the field of inheritance law - excluding the conducting of the hearings;
- issuing certificates related to adjudications, settlements, and other enforcement titles in civil and commerce cases;
- taking activities related to determination of amounts due to witnesses, experts, translators and parties;
- postpone or spreading out into instalments court payments.

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Ministry of Justice

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	5 702 [] NA [] NAP	2 680 [] NA [] NAP	3 022 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	3 702 [] NA [] NAP	1 558 [] NA [] NAP	2 144 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	1 562 [] NA [] NAP	852 [] NA [] NAP	710 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	71 [] NA [] NAP	46 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Within the organizational structure of general organizational units of the prosecution office, there are Appellate Public Prosecutor's Offices, which function as a third rank and employ altogether 367 prosecutors (149 women and 224 men). Additionally, 65 prosecutors of military affairs (including 16 women and 49 men) are employed at the level related to the Regional Public Prosecutor's Office; 30 prosecutors of military affairs (including 6 women and 24 men) - at the level related to the District Public Prosecutor's Office, and 5 prosecutors of military affairs (5 men) - in the National Public Prosecutor's Office.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	413 [] NA [] NAP	232 [] NA [] NAP	181 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	356 [] NA [] NAP	190 [] NA [] NAP	166 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	56 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : Universal prosecutorial bodies are: the National Public Prosecutor's Office, appellate public prosecutor's offices, regional public prosecutor's offices and district public prosecutor's offices. Numerical data determined in the table does not include the number of deputy chief prosecutors related to the prosecution offices at the aforementioned levels.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions : Pursuant to art. 173 § 1 of the Law on Prosecution Act of 28th January 2016 (published in the Journal of Laws 2017, item 1767 and later amendments), Public Prosecutor General can entrust prosecution's assessor (for a specified period of time, not exceeding 3 years) with performance of prosecutor's activities, without the right to:
1) participation in the appeal proceedings, as well as participation in proceedings before the District Court - except for proceedings of a first instance, in cases related to preparatory proceedings conducted by this court;
2) act before the Supreme Court, as well as prepare appeals and motions to the Supreme Court.

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- Oui
 - Non
- [] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

- Oui
- Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	8 171 [] NA	1 661 [] NA	6 510 [] NA

Commentaires In the table, were presented total numbers of employees. Personnel's Office does not have detailed data connected with differentiation the number of workers per part time or full-time basis. The Personnel's Office also does not have detailed data connected with the number of workers employed in general organizational units of the prosecution office, for an unspecified or specified period of time.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : - data from the Personnel's Office of the National Public Prosecutor's Office;
- data from the IT system of the National Public Prosecutor's Office;
- data submitted by organizational units of the prosecution office and accumulated in the Personnel's Office within quarterly reports related to limits and productivity of employment and filling among office workers, prosecutor's assistants, criminal analysts and other workers of the Appellate Public Prosecutor's Offices and subordinated units.

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)

des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	()	(X)
les avocats	(X)	()
les notaires	(X)	()
les agents d'exécution	(X)	()

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? In regard to judges, prosecutors and advocates data about distribution males/females are published in Statistical Yearbook of the Republic of Poland. There is not any formal report about distribution males/females within non-judge staff. Relevant national associations (legal advisors, notaries and enforcement agents) can collect data about about distribution males/females but they are not published.

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

Oui, veuillez préciser	Non
------------------------	-----

le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	(X)	()
Horaires de travail	(X)	()
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	(X)	()
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. An employee who is breastfeeding is entitled to two half-hour breaks from work included in her working time. An employee who is breastfeeding more than one child is entitled to two breaks of 45 minutes each. Breaks for breastfeeding may be combined at the employee's request.

Pregnant and breastfeeding women cannot perform arduous, hazardous, or detrimental-to-health works that may have an adverse impact on their health, the pregnancy, or breastfeeding.

If justified by the nature, organisation or place of work, a task-based working time system may be adopted. The time necessary to perform the assigned tasks is determined by the employer, upon consultation with the employee and on the basis of the working time standards.

The working time pattern may specify different hours for the commencement of work on days designated as the employee's working days according to that working time pattern. The working time pattern may specify the time during which an employee may decide when to commence work on a given day designated as the employee's working day according to that working time pattern.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No

Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	(X) Oui () Non	(X) Oui () No
--	----------------------	---------------------

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- () Oui
- (X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- [] les processus opérationnels
- [] la charge de travail
- [] les ressources humaines
- [] les coûts
- [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision



062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires The national database of court decisions has been made available at the end of 2015.

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès According to art. 2 of the Act of 24 May 2000 on the National Criminal Register, the register is maintained by the Minister of Justice. To the extent specified in this Act, the Office of Information of the National Criminal Register, which is part of the Ministry of Justice, performs the tasks related to running the Register. The information office is the central body of the Republic of Poland within the meaning of art. 1a para. 1 point 1.

The service, available from 1st of July, 2014 at <https://ekrk.ms.gov.pl>, provides the registered users with the possibility of raising queries and obtaining responses to them from the National Criminal Register without the necessity of visiting its Information Office in person.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

() Oui

(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA
Pénale	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA
Administrative	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
--	---	-----------------------------------

Civile et/ou commerciale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux (X) dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Pénale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Administrative	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [X] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [X] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- () 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
 (X) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
 () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
 () 1-9% - dans un seul tribunal
 () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI (X) Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI (X) Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [X] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI (X) Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Registre relatif aux entreprises	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires There is a special system called ZSRK.

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[]	[X] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [X] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[]	[X] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [X] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires The court may summon parties, witnesses, experts or other persons in the manner which it considers most expedient, bypassing the means of service provided for in Chapter 2 if it deems it necessary to expedite the examination of the case. A request made in this way has the effects provided for in this Code, if it is clearly known that the addressee received information on the relevant dates (Article 1491 of the Code of Civil Procedure). In urgent cases, you can call or notify people by phone or otherwise according to the circumstances, leaving a copy of the message with the signature of the sending person on the file (Article 137 of the Code of Criminal Procedure).

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

- (X) Oui
() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

- (X) Oui
() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

(X) Oui

() Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Electronic writ-of-payment proceedings. The plaintiff submits letters only via the ICT system. If the defendant makes a choice to file pleadings via the ICT system, further letters in the case shall be submitted only through this system. The court issues a payment order. In the case of a proper submission of an objection, the order for payment is forfeited in full, and the court transfers the case to the court according to general jurisdiction. Electronic writ-of-payment proceedings were implemented to Polish legal system on 1 January 2010.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

(X) Oui

() Non

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d’usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l’audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l’audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l’audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l’audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l’audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l’audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l’audience <input type="checkbox"/> Durant l’audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l’audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires If the nature of the evidence does not contradict it, the adjudicating court may decide that it will be carried out with the use of technical devices enabling this action at a distance (Article 235 § 2 of the Code of Civil Procedure).

A witness may be heard using technical devices that enable carrying out this activity at a distance, with simultaneous direct transmission of the image and sound. In proceedings before a court, a court clerk, assistant judge or official employed in a court in whose district a witness resides (Article 177 § 1a of the Code of Criminal Procedure).

064-11. Enregistrement d’auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d’instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires In civil proceedings, the recorder prepares a report from the course of a public session. The report shall be prepared, recording the course of the meeting by means of a device recording the sound or picture and sound, and in writing, under the direction of the chairman (Article 157§1 of the Code of Civil Procedure).

In proceedings regarding misdemeanors, pursuant to art. 37§1 of the Code of Conduct for Misdemeanor Cases, a report shall be prepared to record the course of the hearing by means of a sound recording device, or picture and sound as well as a written record.

From interviewing the victim in the mode of art. 185a and art. 185c of the Code of Criminal Procedure, a recording of the image and sound of the interrogation and the interrogation record shall be prepared.

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

3.6.2. Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

Oui

Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Once a month a head of the organisational unit of the public prosecution service presents to their superior public prosecutor a report which contains a number of incoming cases and number of resolved cases.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

Conseil Supérieur de la Magistrature

- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires In addition, the Minister of Justice has a competence in the scope of external administrative supervision over the activities of courts. The supervision can not enter the field in which judges and assessors are independent.

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Please check comments	<input type="checkbox"/>
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires In the mode of external and internal administrative supervision over the administrative activity of courts by analyzing the results of the courts or departments and monitoring the efficiency of individual cases in the case of detected lengthiness.

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Ministry of Justice, Department of Strategy and European Funds
- Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de

chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :National Public Prosecutor's Office; Rakowiecka 26/30 Street, Warsaw

Non

Commentaires

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires The president of the court of appeal draws up an annual report on the activities of the courts operating in the area of appeal in the scope of tasks entrusted to him, which, after giving the general assembly of appellate judges, submits to the Minister of Justice, no later than the end of April each year. The president of the regional court draws up annual information on the activities of the courts operating in the area of the district, within the scope of tasks entrusted to him, which, after being approved by the general assembly of district judges, submits to the president of the court of appeal, no later than by the end of February each year. The president of the district court prepares annual information on the court's activities in the scope of asks entrusted to him, which, after consulting the judges of this court, submits to the chairman of the district court no later than the end of January each year (Article 37h of the Law on the system of common courts).

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires PK-P1K report on criminal cases; PK-P1CA – report on civil and administrative cases; PK -P1N – report on official supervision of the criminal, civil and administrative cases. The

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Prosecutors have the opportunity to apply to the court regarding the organization, planning and number of hearings on the principles generally provided for in the Code of Civil Procedure. They can contact the court in urgent matters by phone.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

[] Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

[] Pouvoir législatif

[] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

[X] Président de la juridiction

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[] Conseil supérieur des procureurs

[X] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

() Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Ministry of Justice

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1. Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): Supervisory letters are sent to the presidents of court of appeals for the purpose of taking actions within the framework of internal administrative supervision aimed at improving the efficiency of court proceedings. Simultaneously it is monitored the course of proceedings arising from external administrative supervision.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : Code of Civil Procedure, Code of Criminal Procedure

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

[X] en matière civile

[X] en matière pénale

[] en matière administrative

[] Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Court cases should be recognized in the order in which they are received, unless specific provisions set a deadline for recognizing them or there is another legitimate reason for changing the order resulting from the organization of court work. In other cases only urgent steps are taken. In addition to the order specified in paragraph 1, urgent matters should be addressed for the dates of hearings or meetings (§56 of the Rules of Procedure of ordinary courts).

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Simplified proceedings in disputes with the subject of small value. In addition to the European Small Claims Procedure, this is a procedure regulated in art. 505(1) et seq. Code of Civil Procedure, i.e. covering matters for claims resulting from contracts, if the value of the subject of the dispute does not exceed twenty thousand zlotys, and in cases for claims arising from the warranty, quality guarantee or from the non-conformity of the item sold to the consumer with the contract, if the value of the contract does not exceed this amount and the payment of the rent of dwellings and charges charging the tenant and fees for using the housing unit in the housing co-operative regardless of the value of the dispute.

In accelerated proceedings, cases in which an investigation is conducted can be recognized if the perpetrator was caught in the act of committing a crime or immediately afterwards detained and within 48 hours brought by the police and handed over to the court with an application for recognition of a case in accelerated proceedings , hereinafter referred to as the "application for recognition of the case" (517b § 1 of the Code of Criminal Procedure).

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In civil cases, one can mention the possibility included in art. 328 § 1(1) of the Code of Civil Procedure which states that if the course of a hearing is recorded with the use of an audio or audio/video recorder, the statement of reasons may be provided after the operative part of the judgment is announced, and recorded with the use of the recorder, whereof the presiding judge shall warn before providing the statement. If a statement of reasons is provided during a hearing, no separate essential reasons for the adjudication shall be provided.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Lawyers have the option of submitting requests for access to files and for setting deadlines for filing applications and dates of meetings on the terms generally provided for in the Code of Civil Procedure.

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 324 337 [] NA [] NAP	10 983 338 [] NA [] NAP	10 873 270 [] NA [] NAP	2 434 405 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	807 970 [] NA [] NAP	1 324 787 [] NA [] NAP	1 220 249 [] NA [] NAP	912 508 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 404 323 [] NA [] NAP	9 272 680 [] NA [] NAP	9 305 584 [] NA [] NAP	1 371 419 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	780 007 [] NA [] NAP	4 621 436 [] NA [] NAP	4 743 532 [] NA [] NAP	657 911 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	624 316 [] NA [] NAP	4 651 244 [] NA [] NAP	4 562 052 [] NA [] NAP	713 508 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	470 502 [] NA [] NAP	3 691 685 [] NA [] NAP	3 572 462 [] NA [] NAP	589 725 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	153 814 [] NA [] NAP	959 559 [] NA [] NAP	989 590 [] NA [] NAP	123 783 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	25 726 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	65 963 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	69 315 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 374 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	86 318 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	319 908 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	278 122 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	128 104 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The discrepancy between 2016 and 2018 was realised in 2017 due to the increasing number of mostly non-litigious cases. More details in 2017 data.

Number of pending cases in the category 2.1. General civil (and commercial) non-litigious cases has dropped slightly. That situation is caused by high effectiveness of courts. Number of resolved cases is higher than number of incoming cases. That situation has maintained since 2017.

Higher number of pending cases in Non-litigious business registry cases is temporary and it is a result of higher number of initiated compulsory proceedings. If it is ascertained that the application for entry in the Register or compulsory documents have not been submitted despite expiry of the deadline, the registry court shall call on the obliged parties to submit them.

We observed that the effectiveness of courts has increased and therefore number of pending cases in mentioned category has dropped at the end of the year.

In regard to non litigious land registry cases we observe in Divisions of Land and Mortgage higher staff turnover. It contributes to problems with solving cases, therefore number of pending cases has increased.

In regard to "other" cases we have observed significant increasing of incoming cases without specified category. In this category we include following cases: exemption from costs, reconstruction of files, affidavit of assets, excluding judge etc. Higher number of pending cases on 31 Dec. is a consequence of high number of in incoming cases during the year. It was probably temporary situation.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. The category of civil (and commercial) non-litigious cases (including non-litigious family cases) covers all the rest of cases decided under the chapter II of the Civil Proceedings Code that concerns non-litigious cases (such as ascertainment of the acquisition of an inheritance, cases connected with birth, marriage and death records, declaration a person dead, adoption as well as summary and injunction proceedings in money payment cases).

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Category "other cases" include cases for a declaration of enforceability, exemption from court costs, recusing of a judge, recreation of documents. There are also included some insurance cases and cases without specified symbol.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	248 177 [] NA [] NAP	827 929 [] NA [] NAP	825 400 [] NA [] NAP	250 706 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	147 369 [] NA [] NAP	393 562 [] NA [] NAP	379 855 [] NA [] NAP	161 076 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	100 808 [] NA [] NAP	434 367 [] NA [] NAP	445 545 [] NA [] NAP	89 630 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	97 689 [] NA [] NAP	227 220 [] NA [] NAP	218 219 [] NA [] NAP	106 690 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	44 823 [] NA [] NAP	141 045 [] NA [] NAP	135 132 [] NA [] NAP	50 736 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	8 034 [] NA [] NAP	24 637 [] NA [] NAP	23 698 [] NA [] NAP	8 973 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	7 884 [] NA [] NAP	24 213 [] NA [] NAP	23 292 [] NA [] NAP	8 805 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	150 [] NA [] NAP	424 [] NA [] NAP	406 [] NA [] NAP	168 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	150 [] NA [] NAP	424 [] NA [] NAP	406 [] NA [] NAP	168 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
3. Affaires administratives	26 406 [] NA [] NAP	20 296 [] NA [] NAP	18 897 [] NA [] NAP	27 805 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	18 426 [] NA [] NAP	41 242 [] NA [] NAP	40 492 [] NA [] NAP	19 176 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	14 460 [] NA [] NAP	141 853 [] NA [] NAP	139 886 [] NA [] NAP	16 427 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	13 401 [] NA [] NAP	135 910 [] NA [] NAP	133 923 [] NA [] NAP	15 388 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2. Infractions mineures	1 059 [] NA [] NAP	5 943 [] NA [] NAP	5 963 [] NA [] NAP	1 039 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	30 034 [] NA [] NAP	27 869 [] NA [] NAP	25 596 [] NA [] NAP	32 307 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	3 655 [] NA [] NAP	7 640 [] NA [] NAP	6 699 [] NA [] NAP	4 596 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
3. Affaires administratives	26 379 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 229 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 897 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 711 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

Oui

Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [0]

d'affaires classées par cette procédure ? [0]

Commentaires Currently statistical data concerning the number of cases closed by this special procedure is not available.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	906 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 551 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 680 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 777 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2. Infractions mineures	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA				
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Number of incoming cases has increased due to implemented law changes in Code of Criminal Procedure. On 15 April 2016 entered into force regulations about complaints against appellate court judgments. Parties may complain to the Supreme Court of the Republic of Poland against an appellate court judgment revoking a judgment of the court of the first instance and referring the case for reconsideration. In the first period of functioning of mentioned regulations there were not many incoming cases. The situation changed in 2018. We have observed that many cases incoming on the base of regulations implemented in 2016. Moreover, in 2018 were carried on some organisational changes e.g. Military Chamber of Supreme Court has been closed and all cases were moved to Criminal Chamber.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	49 485 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	89 156 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	85 568 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	53 202 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	4 124 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 479 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 513 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 090 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	4 660 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 309 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 420 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 549 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	408 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires In regard to litigious divorce cases, please note that pending cases on 1 Jan. ref. year plus incoming cases minus resolved cases are not equal pending cases on 31 Dec. ref. year. In some judicial proceedings parties decided to change their decision and do not get divorce but they get separation. In that situations incoming cases are classified as divorce cases but in resolved cases they are classified as separation cases which are included in different statistical position.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Cases related to asylum seekers right of entry and stay for aliens are excepted from jurisdiction of common courts. Mentioned cases are in competence of Office for Foreigners.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Divorce contentieux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. NA

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. NA



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires The prosecutor conducts and supervises a police investigation in accordance with Art. 311 and Art. 326 of the Code of Criminal Procedure.

As a rule, the investigation is conducted by the Police or other bodies listed in the Act, the prosecutor may always decide to take it over - Art. 325a of the Code of Criminal Procedure.

The prosecutor, at the stage of conducting pre-trial proceedings, applies to the court for provisional arrest of the suspect (Article 242 of the Code of Criminal Procedure), the prosecutor uses also other preventive measures, including an order to leave the apartment occupying with the victim (Chapter 28 of the Code of Criminal Procedure.) - The prosecutor puts charges against the suspect in the investigation and interrogates him/her, the investigation is carried out by the authority conducting; the preparatory proceedings, unless it is conducted by the prosecutor or s/he reserved the execution of this activity for her/himself.

The prosecutor is a public accuser, in the case of referral to the court with an indictment, he/she will appear before the court in the trial.

The prosecutor submits penalties in a lawsuit. The prosecutor puts in the appeal.

The prosecutor's obligations related to participation in enforcement proceedings were specified in Section VI of the Regulation of the Minister of Justice of April 7, 2016 - Rules of internal office of common organizational units of the prosecutor's office (Journal of Laws 2017. 1206): Taking part in the court session, in cases whose catalogue was specified in § 337 of the abovementioned legal act, the prosecutor will respond to the applications and related issues, and then assesses the legitimacy of the court decision and the need to challenge it, if it considers it defective or incorrect.

If the accused pleads guilty, and in the light of his explanations, the circumstances of the crime and guilt are not in doubt, and the accused's attitude indicates that the objectives of the proceedings will be reached, further actions may be omitted. The prosecutor may apply to the court for issuing a conviction at the court session and for adjudicating the penalties agreed upon with the defendant or other means foreseen for alleged crime, also taking into account the legally protected interests of the aggrieved party (art. 355 of the Code of Criminal Procedure).

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [X] affaires administratives
- [X] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The prosecutor's procedural admission to participate in civil proceedings results directly from Art. 7 of the Code of Civil Procedure and Art. 60 § 1 and § 2 of the Code of Civil Procedure, according to which a prosecutor may demand the initiation of proceedings in any case, as well as participate in any pending proceedings if, in his opinion, it is required to

protect the rule of law, citizens' rights or social interest, he may join the proceedings at any stage, he can also challenge any decision against which there is an appeal.

However, in matters regulated by the Act of 28 February 2003, the Bankruptcy Law - procedural admission results indirectly from Art. 7 of the Code of Civil Procedure and Art. 60 § 1 of the Code of Civil Procedure and directly from Art. 376 of the Bankruptcy Act, according to which a prosecutor is entitled to initiate proceedings in cases concerning prohibition of conducting business activity on own account or under a civil law partnership and performing functions in statutory authorities of commercial companies, state enterprises, cooperatives, foundations, associations, and also in relation to persons authorized to represent an entrepreneur who is a legal person or a commercial company without legal personality and persons who effectively manage the debtor's enterprise - art. 373 and 374 of the Bankruptcy Act.

In turn, administrative cases, pursuant to Art. 8 § 1 of the Act of 30 August 2002 Law on Proceedings before Administrative Courts, a prosecutor may take part in any pending proceedings as well as file a complaint, a cassation complaint, a complaint and a complaint about the resumption of the proceedings, if, according to their assessment, it is required to protect the rule of law or human and civil rights. In this case, the right of the party is entitled to the prosecutor.

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	1 081 358 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 076 123 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	43 348 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	297 729 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Differences which appear between data mentioned in the form related to functioning of the Polish jurisdiction and data specified in the previous edition of research - connected with the amount of cases incoming and the amount of terminated cases - arise from at least two reasons. First, during the years the image of crime has been changing. The amount of committed crimes is not constant and it is changing dynamically. Second, normative changes affect the differences mentioned at the beginning. This is connected with: the penalization of acts which have been criminally indifferent until now and amendments to the Criminal Procedure Law. In the adversarial reform - currently in force since the 1st of July 2015 - the rule related to cases terminated by decisions of police on refusal to allow investigation or on discontinuance of investigation has been introduced. According to this rule the aforementioned cases do not have to be approved by the prosecutor. Therefore such proceedings have not been registered in the prosecution office. Amendments to the Code of Criminal Procedure, which came into force on the 15h of April 2016, cancelled this rule.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	43 348 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	43 348 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	397 471 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	108 009 [] NA [] NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	160 438 [] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	8 174 [] NA [] NAP
4. Autre	120 850 [] NA [] NAP

Commentaires 1. Discontinuance of criminal proceedings in view of penalty imposed for another offence

Art. 11 of the Code of Criminal Procedure § 1. The proceedings concerning a summary offence punishable by a penalty of imprisonment for up to five years may be discontinued, if the imposition of the penalty on the offender would be obviously purposeless in view of a penalty validly decided for another offence and provided that such a discontinuation is not contrary to the interest of the aggrieved party. § 2. If the penalty for the other offence has not yet been decided by a final judgment, the proceedings may be suspended. The suspended proceedings should be discontinued or resumed within three months of the date at which the judgment concerning the other offence referred to in § 1 became final. § 3. Proceedings discontinued pursuant to § 1 may be re-opened in case of an annulment or a substantial change of the final court judgment for which they were discontinued.

2. Discontinuance of criminal proceedings under Art. 17 point 4-11 of the Code of Criminal Procedure § 1. Criminal proceedings are not instituted, or, if previously instituted, are discontinued in cases where:

4) according to the law, the offender is entitled to an absolute discharge, 5) the accused is deceased, 6) the prescribed statute of limitations has expired, 7) criminal proceedings that concern the same act committed by the same person have arrived at a final judgment or, if previously instituted, are still pending, 8) the offender is not subject to the jurisdiction of the Polish criminal courts,

9) there is no motion from an authorised prosecutor, 10) there is neither a permission required for the prosecution of the act nor a complaint from an authorised person, unless the law provides otherwise, 11) there exists any other circumstance barring the prosecution of the act.

3. Discontinuance of criminal proceedings under Art. 322 par. 1 of the Code of Criminal Procedure § 1. If the proceedings have not given grounds for the submission of an indictment and the conditions mentioned in Article 324 are not fulfilled, the investigation is discontinued without the necessity of familiarising the suspect with the material of the proceedings and without necessity of closing the proceedings.

4. Discontinuance of criminal proceedings under Art. 62a of the Prevention Drug Abuse Act of 29 July 2005 (Journal of Laws of 2018, item 1030)

The article allows discontinuance of criminal proceedings before issuing an order to initiate an investigation or inquiry against a perpetrator in possession of psychotropic substances or intoxicants, including the case of lesser importance (Art. 62 (1 and 3) of the Act). A necessary condition is to establish that a verdict of a sentence would be pointless because of an offence circumstances and a degree of its social harmfulness. Also a person that is suspected of possession of drugs or psychotropic substances must have them in an insignificant quantity and only for personal use.

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102,

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1. Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Judges of common courts are appointed by the President of the Republic of Poland at the motion of the National Judiciary Council for an unspecified period of time. The Council organise competition on the post of a judge. Any person eligible for the post of a court judge may apply for one post of a judge. In polish judiciary system there is a second way to the post of a judge also – through the work on a post of a deputy judge. A person who:

1) is a Polish citizen and enjoys full civil and full public rights;

2) is a person of integrity; 3) has completed higher education in law in the Republic of Poland and has obtained a master's degree, or has completed higher education in law abroad recognised in the Republic of Poland;

4) is able, as regards their health condition, to perform the duties of a judge;

5) has completed judicial training in the National School of Judiciary and Public Prosecution;

6) has passed the judicial or prosecutor's exam. may be assigned to the post of a deputy judge.

Deputy judges are appointed by the Minister of Justice for an indefinite period. The Minister of Justice presents the National Council of the Judiciary with the list of appointed deputy judges and the request to entrust the duties of a judge. If the National Council of the Judiciary, within one month from the date of presenting the list and request, does not raise an objection, the deputy judge performs the duties of a judge for a period of 4 years from the date of the expiry of the monthly period and, in the case of an objection, from the date of quashing the resolution expressing an objection.

Before the expiry of 36 months of performing the duties of a judge, the deputy judge may submit to the president of the competent district court a request for the appointment to the position of judge of the district court. The evaluation of the qualifications of the deputy judge is carried out by the inspecting judge indicated at random by the president of the competent court of appeal from among judges.

The president of the competent district court renders the evaluation of qualifications. The deputy judge may submit to said president comments regarding the evaluation of qualifications. After the deputy judge submitting comments to evaluation of qualifications, the president of the district court presents the candidacy of the deputy judge for the vacant position of the judge of the district court for an opinion to the board of the district court, together with the evaluation of qualifications along potential comments of the deputy judge, and afterwards sets the date of the general assembly of circuit judges when the candidacy will be assessed.

The National Judiciary Council reviews and assessments of deputy judge for the post of the judge of district court. The Council may decree inspection of the career of deputy judge. In the end the Council presents to the President of the Republic of Poland motion for appointment of judges of district court.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : National Council of the Judiciary -review and assessment of candidates for the post of judges of the Supreme Court and common courts, administrative and military courts and for the post of assessors, -presenting to the President of the Republic of Poland motions for appointment of judges of the Supreme Court, common courts, administrative and military courts and the appointment of assessors. The President of the Republic appoints judges on the motion of the National Council of the Judiciary.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): Any person eligible for the post of a regional or appeal court judge may apply for one post of a judge. The application for a vacant post of a regional court judge and for a vacant post of an appeal court judge is filed with the president of the court of appeal. The president of the court with whom the application sheet was filed, having deemed that the candidate fulfils the conditions and formal requirements of the application, orders that, within seven days from the application date at the latest, the qualifications of the candidate be evaluated by a designated judge. If necessary, the president of the court may order that the qualifications be evaluated by more than one judge. The president of the competent court renders the evaluation of qualifications. The candidate may submit to the president of the court comments regarding the evaluation of qualifications. The president of the court of appeal presents the candidate for a vacant post of an appeal court judge or a regional court judge along with the evaluation of qualifications and possible comments of the candidate for an opinion to the board of the court of appeal, and then to the general assembly of appeal judges, to provide their opinion on the candidate. The president of the regional court presents the candidate for a vacant post of a district court judge along with the evaluation of qualifications and possible comments of the candidate for an opinion to the board of the regional court, and then to the general assembly of circuit judges, to provide their opinion on the candidate. The evaluation of qualifications of a candidate holding the post of a common court judge, an administrative court judge, and a military court judge includes the review as to the merits of the judicial decisions as well as the efficiency and effectiveness of the actions taken and of work organisation when hearing cases or performing other tasks or functions they are entrusted with, taking into account the workload and the complexity of tasks, the implementation of professional improvement process, as well as the culture of service, including personal culture and work organisation culture, as well as respecting the rights of the parties to or participants in the proceedings when hearing cases or performing other tasks or functions they are entrusted with. The National Judiciary Council review and assessment of candidates for the post of judges of regional or appeal courts and presents to the President of the Republic of Poland motions for appointment of judges of the regional or appeal court.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
- sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs
- une instance composée seulement de non procureurs
- une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Pursuant to art. 74 § 1 and art. 76 § 1-5 of the Law on Prosecution Act of 28th January 2016 (published in the Journal of Laws 2017, item 1767 and later amendments), Public Prosecutor General appoints prosecutors of general organizational units of the prosecution office (also in the case of promotion to a higher position), at the request of the National Public Prosecutor. In the case of promotion to a higher position, motion related to the promotion is submitted by the prosecutor managing the unit related to the promotion. Submission of the motion takes place in an official way, with the participation of the prosecutor managing the unit of a higher level. Before the aforementioned appointment, Public Prosecutor General can consult the case related to certain candidate with the competent board of the prosecutor's office. The competent board submits the opinion to the Public Prosecutor General within 30 days of the receipt of request related to consultation. In the case where the board will not submit the aforementioned opinion within prescribed period of time, the opinion shall be deemed to be positive.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Pursuant to art. 76 § 1-5 of the Law on Prosecution Act of 28th January 2016 (published in the Journal of Laws 2017, item 1767 and later amendments), the appointment related to the prosecutor's position in the unit of a higher level, refers only to person, who meets all formal requirements connected with this position and who has certain period of service related to: prosecutor's position, prosecutor's position of a certain level, position of the prosecutor of Nation's Memory Institute, judge of district court or military district court, as well as: attorney, legal advisor or notary public (after prescribed period of practice) and position of the chairman, vice-chairman or counsel of the Polish Public Prosecutor's General Office. The assessment related to the promoted person and their professional skills, is included in the motion submitted by the prosecutor managing the unit related to the promotion. Under particularly justified circumstances, in order to ensure proper performance of statutory prosecution's tasks, Public Prosecutor General - at the request of the National Public Prosecutor - can appoint candidate prosecutor's position related to the unit of a higher level, disregarding the aforementioned requirements.

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The judges are not removable. The submission of a judge from office, suspension from office, transfer to another seat or to another position against his will

may only take place by virtue of a court decision and only in the cases specified in the Act. The judge may be retired as a result of preventing him from exercising his office of illness or loss of strength. The procedure and the manner of appealing to the court are specified by statute. If the system of courts changes or the boundaries of court districts are changed, the judge may be transferred to another court or retired with full remuneration (Article 180 of the Constitution of the Republic of Poland).

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :4 years

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :at least 1 year

Non

Commentaires The period of verification of suitability for the prosecutor's profession is the assessor (trainee prosecutor) - Art. 173 § I of the Act of 28 January 2016 - Law on the Prosecutor's Office.

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Ministry of Justice

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : Training and professional development of prosecutors belongs to the tasks of the National School of Judiciary and Prosecution [Art. 2 section 1 point 2 of the Act of January 23, 2009 on the National School of Judiciary and Prosecutor's Office (Journal of Laws of 2017, item 146, as amended)].

Prosecutors interested in participating in particular trainings, implemented as part of the schedule of the National School established annually by the Director of the National School, declare their willingness to participate individually - via the Training Platform. The manner and procedure for the preparation of the annual schedule of the National School's training activity have been defined on the basis of the authorizing provision contained in art. 15c of the Act, namely in the Regulation of the Minister of Justice of December 17, 2015 on the manner and procedure for preparing the annual schedule of training activities of the National School of Judiciary and Public Prosecutor's Office (Journal of Laws of 2015, item 2262).

Regardless of the training activities carried out within the schedule of the National School of Judiciary and Public Prosecution, emerges a necessity arising from the changing legal status or evolving forms of crime, parallel implementation of various forms of professional development for prosecutors and prosecutors' judges, which the National Public Prosecutor's Office deals with.

They take place both at the headquarters of the National Prosecutor's Office in Warsaw and at the facilities of all circuit public

prosecutors' offices in the country. These trainings are usually of a workshop type and are run by prosecutors performing official duties in the substantive organizational units of the National Public Prosecutor's Office, focusing on discussing the most common mistakes made in the course of preparatory proceedings, which were revealed as part of their supervision.

The National Prosecutor's Office also coordinates trainings organized by specialized external institutions.

For example, prosecutors participate in seminars related to the functioning of capital markets, regularly organized by the Office of the Polish Financial Supervision Authority in Warsaw.

Moreover, as part of an agreement signed between the National Prosecutor and the Chief Commander of the Border Guard, prosecutors take part in specialized training aimed at ensuring a high substantive level of investigative and operational-reconnaissance activities supervised by the prosecution, in which also Border Guard officers participate.

Training courses for the current needs of prosecutors are also organized as part of the own initiative of individual organizational units of the prosecutor's office, usually they take place at the level of the circuit prosecutor's offices, and prosecutors from the subordinate prosecutors' offices to this unit participate in them.

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	[]	[]	[]
Une institution pour les procureurs	[]	[]	[]
Une institution commune pour juges et procureurs	[]	[]	[X]

Commentaires The National School of Judiciary and Public Prosecution is the only central institution responsible for the initial and continuous training of the judiciary and prosecution staff in Poland. The main tasks of the National School consist of conducting the judicial initial training and prosecutorial initial training, whose goal is by obtaining necessary knowledge to prepare the trainees to work as a judge, judge's assessor, prosecutor and prosecutor's assessor as well as training and enhancing the professional competence of judges and prosecutors in order to complement their specialist knowledge and professional skills.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	[] NA [X] NAP
Une institution pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	16 580 465 [] NA [] NAP

Commentaires In 2017 and partly in 2018 entered into force regulations which amendment rules of of training in The National School of Judiciary and Public Prosecution. New law is aimed to improve quality of training new judges and prosecutors. Moreover there is constant pressure to improve qualifications of current judges and prosecutors. In regard to above we observed significant growth of expenditures.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	880 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
1. Seulement pour les juges	270 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Seulement pour les procureurs	164 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	199 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	43 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
5. Autres formations communes	204 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP

Commentaires : .

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : National School of Judiciary and Prosecution, Ministry of Justice

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	24 146 [] NA [] NAP	19 498 [] NA [] NAP	103 829 [] NA [] NAP	83 842 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	67 267 [] NA [] NAP	48 962 [] NA [] NAP	289 249 [] NA [] NAP	210 537 [] NA [] NAP

Procureur au début de sa carrière	24 146 [] NA [] NAP	19 498 [] NA [] NAP	103 829 [] NA [] NAP	83 842 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	67 267 [] NA [] NAP	48 962 [] NA [] NAP	289 249 [] NA [] NAP	210 537 [] NA [] NAP

Commentaires Base salary for prosecutors related to general organizational units of the prosecution office is determined by virtue of the Table regarding rates, connected with the base salary for prosecutors related to general organizational units of the prosecution office and for prosecutors related to the Nation's Memory Institute - Commission for the Prosecution of Crimes against Polish Nation. The aforementioned table also includes multipliers used for determining the aforementioned salary and it constitutes Schedule No 1 enclosed to the Regulation of the Council of Ministers of 29th February 2016 on the base salary for prosecutors and the amount of extra duty allowance for prosecutors. The aforementioned table determines rates of the base salary related to particular prosecutor's position and appropriate multiplier used for determining the amount of base salary connected with this position. Pursuant to art. 123 of the Law on Prosecution Act of 28th January 2016 (published in the Journal of Laws 2017, item 1767 and later amendments), the basis of the prosecutor's base salary in a given year shall be - so called - base amount, that is average salary related to second quarter of the previous year, published in the Official Journal of the Republic of Poland by the Chairman of the Central Statistics Office.

Pursuant to art. 124 § 1 of the aforementioned Act, base salary for prosecutors related to the National Public Prosecutor's Office is equal to base salary for the Supreme Court judges.

Pursuant to art. 48 of the Supreme Court Act of 8th December 2017 (published in the Journal of Laws 2018, item 5 and later amendments) salary for the Supreme Court judge is determined at the basic rate or promotion rate. The amount of a promotion rate constitutes 115% of a basic rate. The Supreme Court judge, while taking over the post, acquires base salary related to the basic rate. After seven years of duty connected with the Supreme Court, base salary for the Supreme Court judge is raised up to the promotion rate. At the same time, pursuant to art. 124 § 11 of the aforementioned Law on Prosecution Act, prosecutor is entitled to allowance connected with a long-term service. This allowance constitutes, starting with the 6th year of service, 5% of the base salary currently received by the prosecutor and it rises - after each following year of service - by 1% of the base salary, until it reaches the level of 20% of the base salary. After twenty years of service, the allowance constitutes, independently on the period of service exceeding this time, 20% of the base salary currently received by the prosecutor.

What is more, pursuant to art. 124 § 10 of the aforementioned Law on Prosecution Act, in connection with certain position, prosecutor is entitled to extra duty allowance, which stems from Schedule No 2 of the Table regarding positions and multipliers used for determining the amount of extra duty allowance, enclosed to the Regulation of the Council of Ministers of 29th February 2016 on the base salary for prosecutors and the amount of extra duty allowance for prosecutors.

Additionally, pursuant to art. 111 § 2 and 4 of the aforementioned Act, the National Public Prosecutor - due to the character of service and the scope of duties - can be entitled to the special allowance as well. The amount of the special allowance shall not exceed 40% of base salary and extra duty allowance altogether. The special allowance is granted for a specified period of time or - under particularly justified circumstances - for an unspecified period of time. Salaries of judges and public prosecutors of the Supreme Court or the Highest Appellate Instance - we indicated average salary which contains base salary, allowance connected with a long-term service and allowance connected with occupying post.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
---------------------------------	----------------------	----------------------

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. A judge who retires or is retired due to age, illness or physical incapacity is entitled to an emolument equal to 75 percent of the basic salary and seniority allowance received at the most recent post.

The emolument is increased in line with changes of the basic salaries of active judges. A judge who retires is entitled to a one-off severance payment in the amount of six-months' remuneration.

1) Financial support. A judge may be granted financial support, in the form of a loan, to satisfy their residential needs.

2) Paid health leave. A judge may be granted paid health leave to undergo the prescribed treatment if the treatment requires to refrain from carrying out service. The health leave cannot exceed six months and is granted by the Minister of Justice.

3) Annual additional leave. A judge is entitled to annual additional leave of:

–six business days – after ten years of work,

–twelve business days - after fifteen years of work.

4) Jubilee award. A judge is entitled to a jubilee award in the amount of:

–100 percent of the monthly remuneration – after twenty years of work,

–150 percent of the monthly remuneration – after twenty-five years of work,

–200 percent of the monthly remuneration – after thirty years of work,

–250 percent of the monthly remuneration – after thirty-five years of work,

–350 percent of the monthly remuneration – after forty years of work,

–400 percent of the monthly remuneration – after forty-five years of work.

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
-----------------------	---	---

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

- juges uniquement
 juges et représentants d'autres professions juridiques
 autre, veuillez préciser : please check comments

Commentaires According to art. 187 par. 1 of the Constitution of the Republic of Poland, the National Council of the Judiciary consists of:

- 1) the First President of the Supreme Court, the Minister of Justice, the President of the Supreme Administrative Court and a person appointed by the President of the Republic,
- 2) fifteen members elected from among the judges of the Supreme Court, common courts, administrative courts and military courts,
- 3) four members elected by the Sejm from among deputies and two members elected by the Senate from among senators.

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
 Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

- procureurs uniquement
 procureurs et représentants d'autres professions juridiques
 autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
 Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The National Council of Public Prosecutors adopts a Code of Professional Ethics Rules and ensures that these Rules are respected. National Council of Public Prosecutors consists of: 1) the National Public Prosecutor; 2) 4 representatives elected by the meeting of public prosecutors of the National Public Prosecutor's Office, including at least one who administers acts in the Department for Organized Crime and Corruption and one who administers acts in the Department for Military Matters; 3) a representative elected by the public prosecutors' assembly of the Institute of National Remembrance, 4) representatives elected by public prosecutors' assemblies in provincial public prosecutor's offices – one from each provincial public prosecutor's office; 5) 5 public prosecutors appointed by the Public Prosecutor General, including at least one who is retired. Election of public prosecutors belonging to the National Council of Public Prosecutors takes place pursuant to the rules enacted by the public prosecutors' assembly of the National Public Prosecutor's Office and the public prosecutors' assembly in the provincial public prosecutor's office respectively. The National Council of Public Prosecutors is presided over by the

Public Prosecutor General. The National Council of Public Prosecutors choose and recall 2 vice-presidents and a secretary from their circle. The vice-presidents of the National Council of Public Prosecutors cannot be in charge of their functions for more than 2 terms of office of the National Council of Public Prosecutors. The National Council of Public Prosecutors' term of office lasts 2 years. The National Council of Public Prosecutors debate in sessions. The sessions of the National Council of Public Prosecutors are convened by the Public Prosecutor General on his/her own initiative or upon a motion of the National Public Prosecutor or from one third of the Council's members.

[] NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :disciplinary spokesman
- Ceci n'est pas possible

Commentaires If after conducting explanatory proceedings grounds for disciplinary proceedings are instituted, the disciplinary spokesman initiates disciplinary proceedings and prepares disciplinary charges in writing (Article 114§3 of the Act - Law on the system of common courts).

There were legislative changes which were implemented in 2018. Regulations concerning disciplinary proceedings and post of disciplinary spokesman were changed significantly. Spokesman is a post within the court/prosecution office. Disciplinary court is responsible for carrying on the whole proceeding and passing judgement.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :disciplinary spokesman
- Ceci n'est pas possible

Commentaires The Disciplinary Spokesman is appointed by the Prosecutor General

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	62 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	62 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
9. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. According to art. 142 par. 1 of the Law on Prosecution Act of 28th January 2016 (published in the Journal of Laws 2017, item 1767 and later amendments) disciplinary penalties include: admonition, reprimand, dismissal from function, transfer to another place of service, dismissal from prosecutorial service. In view of the above mentioned regulation "other type of sanctions" means admonition and dismissal from prosecutorial service.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	53 081 [] NA	26 635 [] NA	26 446 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[]	[X]
Affaires de licenciement	[]	[]	[X]
Affaires pénales - Défendeur	[]	[]	[X]
Affaires pénales - Victime	[]	[]	[X]
Affaires administratives	[]	[]	[]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Mandatory representation before the Supreme Court is defined in art. 87 (1). of Code of Civil Procedure:

§ 1. In proceedings before the Supreme Court, parties must be represented by advocates or legal advisors or, in industrial property cases, also by patent attorneys. Such representation is also required with respect to procedural actions related to proceedings before the Supreme Court performed before a court of lower instance.

§ 2. The provisions of § 1 do not apply to proceedings for exemption from court costs or appointment of an advocate or legal advisor or where the party, its body, statutory representative or an attorney is a judge, public prosecutor, notary or a professor or PhD of legal sciences, or where the party, its body or statutory representative is an advocate, legal advisor or an attorney of the State Treasury Attorneys' Office.

§ 3. Moreover, the provisions of § 1 do not apply to cases where the State Treasury or another state legal person is represented by the State Treasury Attorneys' Office.

Mandatory representation before the Supreme Court is also defined in art. 526 § 2 of Code of Criminal Procedure:

§ 2. Where a cassation appeal has not been filed by a public prosecutor, the Minister of Justice-General Public Prosecutor, Rzecznik Praw Obywatelskich [the Commissioner for Human Rights], or Rzecznik Praw Dziecka [the Ombudsperson for Children], it should be drawn up and signed by a defence counsel or an attorney being a solicitor or a legal counsel.

Mandatory representation before the Supreme Court is also in administrative cases what is defined in art. 175 § 1 of Law on Proceedings before Administrative Courts:

§ 1 A cassation appeal should be drawn up by a lawyer or legal counsellor.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [] Activité notariale
- [X] Arbitrage/médiation
- [X] Mandataire
- [] Syndic de copropriété
- [] Agent immobilier
- [] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Ministry of Justice

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires



157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? National bar associations of legal advisors and advocates establish codes of ethics including quality rules and standards.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule

fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur ?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to Polish Law a party has a right to take part in a mediation with a legal representative, including a possibility to receive free legal aid.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	26 272 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 272 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 822 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	13 297 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 297 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 605 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	6 933 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 933 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 409 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	2 178 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 178 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	450 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	3 858 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 858 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 355 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : There are no separate statistics for cases involving consumer cases. Such cases are classified as civil cases.

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : MEDIATION PROCEEDINGS IN THE LIGHT OF STATISTICAL DATA, REGIONAL AND DISTRICT COURTS IN YEARS 2006-2018, 7. EDITION, MEDIACJA.GOV.PL, ISWS.MS.GOV.PL, Warsaw, April 2019
and <http://www.nsa.gov.pl/statystyki-wsa.php>

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	1 719 <input type="checkbox"/> NA	1 294 <input type="checkbox"/> NA	425 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : The bailiff is a public official operating at the district court.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats

- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

- Oui
- Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement

négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : Ministry of Justice

8.1.2.Efficacité des services d'exécution



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? Reliability, diligence, fairness, timeliness.

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Art. 1060 of Code of Civil Procedure defines the procedure of execution against the State Treasury.

Art. 1060. § 1. If the debtor is the State Treasury, the creditor shall request satisfaction of the claim sought directly from a national unit whose operations are involved in the claim, while making a reference to a relevant enforcement order; the national unit is required to promptly satisfy a claim confirmed by the enforcement order.

§ 1.1. In cases concerning the redress of damage suffered as a result of the issuance of an act of law, a regulation of the Council of Ministers, or a regulation of another authority which has been constitutionally appointed to issue regulations, which act of law or regulation is not in compliance with the Constitution, a ratified international agreement, or act of law, as well as in cases concerning the redress of damage caused by the fact that no such normative act has been issued despite the fact that its issuance is obligatory pursuant to a legal provision, the creditor shall - referring to a relevant enforcement order - call directly upon the minister responsible for public finance to satisfy the claim, whereupon the minister shall be obliged to promptly satisfy the claim indicated in the enforcement order, using the funds of a specific reserve being part of the state budget.

§ 2. If an enforcement order which provides for a pecuniary claim is not complied with within two weeks of receipt of the request referred to in § 1, the creditor may apply to the court to issue a writ of enforcement for the enforcement order to enable enforcement against the bank account of the debtor's relevant national unit. In the case referred to in § 11 enforcement shall be conducted against bank accounts which serve the purpose of operating the central current account of the state budget.

§ 3. If the enforcement order which provides for a non-pecuniary claim is not performed within the time limit referred to in the preceding paragraph, the court shall, at the creditor's request, set for the head of a relevant national unit a time limit to satisfy the claim and fine him upon failure to do so.

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Judicial supervision, administrative supervision and internal supervision of professional body.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

[] absence de toute exécution

[] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

[] manque d'information

[X] durée excessive

[X] pratiques illégales

[] supervision insuffisante

[X] coût excessif

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

(X) Oui

() Non

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- () entre 1 et 5 jours
 () entre 6 et 10 jours
 () entre 11 et 30 jours
 () plus (veuillez préciser) :
 [X] NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	89 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	24 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	37 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	[] NA [X] NAP
4. Autre	28 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Other: not exercising post visit recommendations, undertaking activities with unjustified delay, exercising activity on larger area than enforcement agent is authorised, spending funds (subject to documentation) for activities grossly incompatible with the intended use.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	29 [] NA [] NAP
1. Réprimande	8 [] NA [] NAP
2. Suspension	1 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	6 [] NA [] NAP
5. Autre	14 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Other: penalty of admonition.

Difference between the number of proceedings and the number of sanctions is due to the fact that some proceedings were finished by acquitting the accused or by discontinuing the proceedings, some proceedings initiated in 2018 are still pending.

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Ministry of Justice

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

Juge

Procureur

Services pénitentiaire et de probation

Autre autorité (veuillez préciser) :please see general comments

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question : Ministry of Justice, data collected as part of the supervision over the realization of the state budget by organizational units subordinate to or supervised by the Minister of Justice.

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	3 526 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	3 526 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires : Notaries are appointed by Minister of Justice.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires A notary can be a person who meets several requirements, i.e. :

1) has Polish citizenship, citizenship of another European Union Member State, member state of the European Free Trade Agreement (EFTA) - parties to the Agreement on the European Economic Area or Swiss Confederation, or citizenship of another country, if under European Union law he has the right to take employment or self-employment within the territory of the Republic of Poland,

- 2) enjoys full public rights and has full legal capacity,
- 3) is of impeccable character and guarantees proper performance of the notary profession,
- 4) graduated from law studies in the Republic of Poland and obtained a master's degree or foreign law studies recognized in the Republic of Poland,
- 5) held a notary appraisal in the Republic of Poland,
- 6) has passed a notarial examination in the Republic of Poland,
- 7) is above 26 years old.

The requirements specified in 5-6 do not apply to persons who in the Republic of Poland:

- 1) obtained the title of professor or the academic degree of habilitated doctor of legal sciences,
- 2) held the position of a judge or prosecutor,
- 3) have held the position of assessor for a period of at least two years,
- 4) have been performing the profession of advocate or legal counsel for a period of at least 3 years,
- 5) have held the position of the President of the General Prosecutor's Office of the Republic of Poland, its vice-president or counselor for at least three years.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :please see comments

Commentaires In the Polish legal system, a notary is appointed to perform actions in which the parties are obliged to or wish to give a notarial

form (notary activities). An obligation to use the notarial form of the documents applies primarily to activities related to real estate trading.

Notary does the following activities :

- draw up notarial deeds;
- draw up certificates of inheritance;
- undertakes activities related to the European Certificate of Succession;
- draw up the credentials;
- delivers statements;
- lists protocols;
- draw up protests of bills of exchange and checks;
- takes for safekeeping money, securities, documents, data on an IT data carrier;
- draw up abstracts, certified copies and excerpts of documents;
- draw up, at the parties' request, draft acts, declarations and other documents;
- submits requests for registration in the land and mortgage register and documents which are necessary to registration in the land and mortgage register;
- fulfill other activities followed from separate provisions.

Notaries also are tax payers. They pay taxes are collected from clients for provided services. Moreover notaries collect and transfer on a account of the competent court, a court fee for registration in land and mortgage registers.

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: In the Polish legal system, only notaries are entitled to perform notarial activities. However, it should be noted that some activities that belong to the competences of notaries, are also entrusted to other entities, e.g. certification of documents submitted in the course of civil proceedings. There are no statutory duties of notaries in the field of mediation, however, with the consent of the council of the competent notary chamber, notaries may act as mediators.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires Notaries are entitled to issue estreats and statements from documents. They are also entitled to get money, financial instruments and documents in escrow.

Notaries perform also activities regulated in: Code of Commercial Companies, Cheques Law, Bills of Exchange and Promissory Notes Law.

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) :please see comments

Commentaires The notary immediately after drawing up the certificate of inheritance or European succession shall enter it in the Register of Bequests by entering the data resulting from that act or certificate via the IT system.

The notary submits applications for entry in the land and mortgage register via the IT system that supports court proceedings.

The notary publishes electronic extracts from notarial deeds in the Central Repository of Notarial Act Records.

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

11. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Ministry of Justice

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires The function of court interpreters is regulated by the procedural law: code of criminal procedure and the code of civil procedure.

The status of sworn translators and their entitlements are regulated by the act on the profession of sworn translators.

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[10 116]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : There are measures of professional accountability of sworn translators within the act on the profession of sworn translators. In respect of professional accountability following penalties may be imposed on a sworn translator by the Professional Accountability Commission:

1) admonition;

2) reprimand;

3) fine;

4) suspension of the right to practice the profession of sworn translator for a period from 3 months to one year;

5) deprivation of the right to practice the profession of sworn translator, with the possibility of applying for granting it again not earlier than 2 years after deprivation and having taken again the examination.

The penalties can be imposed if sworn translator fails to perform the tasks with which they are entrusted with particular diligence and impartiality, in compliance with the rules resulting from the provisions of law. Disciplinary penalties in form of fines can be imposed by the judging courts within the procedures itself. There are however no strict provisions regarding which translation/interpretation is to be considered as of proper or insufficient quality.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection please see comments

Commentaires There is a centralised list of sworn translators maintained by the Ministry of Justice, but in proceeding the courts are responsible for appointing interpreters. Minister of Justice is responsible for maintaining of the list of sworn translators including entering of new translators, changing data and removing translators from the list. The courts can appoint an interpreter from the centralised list, but it is possible to appoint another persons as well.

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : List of sworn translators maintained by the Ministry of Justice

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1.Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires In legal (court and pretrial) proceedings there are two types of experts – permanent court experts who are registered on a list of permanent court experts conducted by presidents of regional courts and experts ad hoc – appointed to prepare expert assessment only in specific case. Permanent court expert undergoes special process of verification his professional knowledge and warrantee of proper performing expert's duties. Expert ad hoc might become every person with professional knowledge in specific field.

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : In Poland there are only lists of permanent court experts conducted by presidents of regional courts. One permanent court expert can be placed on one or more lists. The central list of experts does not exist. This is president of regional court who issues a decision to register somebody on a list of permanent court experts on the basis of this person's motion, after verification his professional knowledge and warrantee of proper performing expert's duties. Permanent court expert is conducted for 5-years tenure. The same person can serve a function of permanent court expert during more than one tenure. Permanent court expert has to take an oath before taking his function. He refers to this oath preparing expert assessments in specific cases. The knowledge of permanent court experts is mainly judged by the court in specific cases. Besides permanent court experts are under supervision of president of regional court. President of regional court can issue a decision of dismissal permanent court expert. Permanent court experts can appeal against this decision to the Minister of Justice and then to administrative court.

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 5 years

Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : Permanent court experts cas use this title only during preparation of expert assessment in specific cases for courts or public prosecutors.

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	() Oui (X) Non
Formation continue	() Oui (X) Non

Commentaires The obligation of training does not result directly from the provisions of law, but in practice, the presidents of district courts conduct trainings which mainly concern the rules of proceedings. In addition, during the assessing the expert skills and knowledge, the presidents of courts consider whether the expert constantly updates and raises his qualifications. The obligation to training may also result from the provisions regulating the performance of certain professions

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
 le métier de l'expert
 autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	14 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Number of registered judicial experts is about 14 000. Presidents of district courts maintain lists of judicial experts. The number of people performing as judicial experts is smaller than the number of total positions on mentioned lists - some experts appear on the lists many times (in many district courts, under various specializations). We indicated only approximated number of people performing as judicial experts.

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- Remuneration for permanent court experts is set by court or by prosecutor in specific case on the basis of law regulation.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : According to The Code of criminal proceedings this is court or prosecutor and according to The Code of civil proceedings this is court who decides to appoint an expert to prepare an expert assessment in specific case. Court or prosecutor determines subject and scope of an expert assessment, its form – (oral or in paper) and execution time. Provisions of both codes determinate situations when experts can be excluded from preparation opinion in specific case. Experts can be bound by standards of their professions.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	320 000 [] NA [] NAP
1.Affaires civiles et commerciales litigieuses	[X] NA [] NAP
2.Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3.Affaires pénales	[X] NA [] NAP
4.Autre affaires	[X] NA [] NAP

Commentaires Number of mentioned cases is almost 320000

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires Permanent court experts are appointed by presidents of regional courts.

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires Court is entitled to rush expert to submit expert assessment in case of his delay. If the delay of presenting expert assessment is unjustified, court has possibility to fine expert. Court can also make a complaint against permanent court expert to president of regional court, who supervises him. In the case expert assessment is incomplete, unclear or has interior contradictions, court is entitled to demand additional expert assessment. Both – court and parties of legal proceedings are entitled to ask expert questions connected with expert assessment.

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : Lists of permanent court experts conducted by presidents of regional courts.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux .

2. Budget .

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) In response to the numerous postulates of entrepreneurs and representatives of collective rights management organizations, regarding the introduction of specialized courts in the scope of intellectual property to the justice system - in view of the specificity of cases in this scope and their increasing inflow from year to year - it is expected to create, within the system of common courts, separate intellectual property courts that would deal with cases related to copyright and related rights, industrial property and related cases of unfair competition.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire .

4. Conseil supérieur de la magistrature .

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. .

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération New draft law on corporate liability has been adopted by the government, now undergoing the parliamentary works. The solutions introduced in the draft Collective Entities Liability Act are aimed to increase the efficiency of measures intended to impose sanctions on collective entities, in particular when combatting serious economic and fiscal crime. The need to achieve the aforementioned objective is justified by the current practice which indicates very low effectiveness of the current system of liability of collective entities in Poland.

7. Exécution des décisions de justice .

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges One of The Code of Civil Procedure changes, which is accepted by the government and directed to the parliamentary procedure, establishes domestic informative proceedings. This change is going to precede divorce and separation cases in which parents have mutual children. The main aim of the proceedings is to bring spouses together or, if there is no possible to do that, to comprise a kind of settlement which contains: parental power, contacts with common children and the scope of alimony. With the consent of the parties, proceedings can also contain property issues agreements (if there is any dispute about these matters).

9. Lutte contre la criminalité .

9.1 Système pénitentiaire Extending the possibility of paid employment of prisoners in prison work places; reform of the recruitment and education process of Prison Guard officers, establishment of the College of Criminology and Penitentiary.

9.2 La justice adaptée aux enfants .

9.3 La violence entre partenaires .

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication KRK 2.0 Project

Information Office of the National Criminal Register is currently developing a new legal basis for maintaining and operation of the National Criminal Register. Planned legal provisions introduce new faster, automatised means (e.g. WebServices, transactional e-services for business, administration and citizens) of acquiring information on convictions for different types of subjects and institutions eligible to obtain information from the Register. Project includes development and deployment of a new ICT system of the National Criminal Register.

The project is scheduled to end by 2022.

11. Autres .